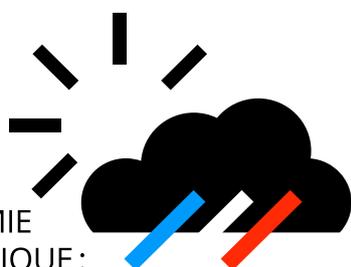


ÉCONOMIE  
ET POLITIQUE:  
**L'IMPORTANCE DES  
CHOIX ÉLECTORAUX**



# Pour une démographie efficace

La montée  
en puissance  
de la Chine

Un monde  
menacé par  
le réchauffement  
climatique

Coup de  
projecteur sur  
la compétition  
France / Allemagne

La zone euro  
face aux autres pays  
développés

Envolée des  
inégalités : gros dégâts  
sur les contrats sociaux

Appauvrissement  
des états,  
enrichissement des  
actionnaires

L'indispensable  
rentabilité des entreprises  
exportatrices

L'urgente  
réforme des  
retraites

L'urgente  
réforme des services  
publics

Fondamentaux  
de la guerre économique  
et monétaire

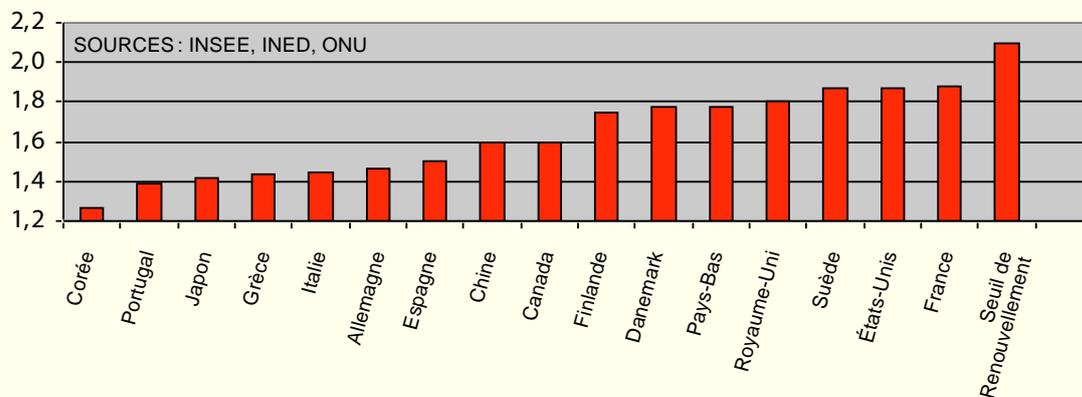
RAOUL CHABOT – UNE SÉRIE D'ARTICLES POUR DES DÉCISIONS RÉLÉCHIES

Extraits de *L'importance des choix électoraux*, disponible sur le site <http://rouagesdelamondialisation.fr/>

## UN MONDE EN IMPLOSION DÉMOGRAPHIQUE

80 % des pays développés ont des fécondités inférieures à 1,8 et sont rentrés dans des processus de décroissance accélérée. Et avec un taux de 1,6 la Chine a, sur ce plan fondamental, déjà accédé au club des pays développés. La première manifestation de vieillissement est la décroissance de la population en âge de travailler, ce qui est déjà le cas du Japon et de l'Allemagne (hors immigration). La crise sanitaire a entraîné en 2000 une forte chute des naissances dans tous les pays développés.

INDICATEUR DE FÉCONDITÉ 2016-2018



La Chine, à laquelle la prolongation des tendances lourdes prédit une réduction de moitié en un siècle de sa population, a été la première à réagir, en adoptant un ensemble de mesures natalistes. Pour la plupart des pays européens, dont la France, toutes les réformes envisagées doivent prendre en compte cet impératif. Tout n'est pas mauvais dans le « modèle Hongrois » : c'est le premier pays européen à avoir lancé un programme puissamment nataliste, qui a déjà fait remonter le taux de fécondité de 1,3 à 1,6. Il faudra s'inspirer de ce succès pour transformer le système de retraite français.

Pendant de nombreuses années, la France était, avec l'Irlande, le seul pays européen à assurer le renouvellement de sa population (indicateur de fécondité de 2,07 enfants par femme). Ce n'est plus vrai depuis 2016. Mais la France reste le pays développé le plus proche du seuil de renouvellement.

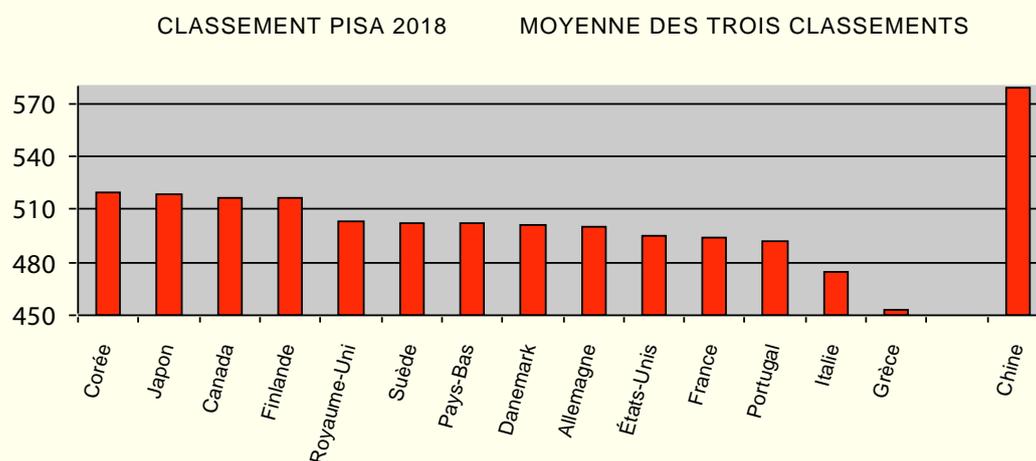
## LA CONTRE PERFORMANCE DU SYSTÈME ÉDUCATIF FRANÇAIS

Hélas, ce reste de vitalité démographique est gâché par l'incapacité de l'éducation nationale publique à donner, à près de 15 % des générations successives, les fondamentaux nécessaires pour s'insérer correctement dans la vie professionnelle.

On mesure les performances des systèmes d'éducation à l'aide des classements PISA. Chine, Corée et Japon illustrent la domination écrasante des pays asiatiques. La Finlande est le seul membre de la zone euro qui se mêle aux meilleurs.

L'Allemagne qui était dans les profondeurs il y a dix ans a pris le taureau par les cornes et est remontée en milieu de classement. Son recours intensif à l'apprentissage est pour beaucoup dans sa réussite en termes d'employabilité. Match nul entre privé et public : États-Unis et France se traînent en queue de classement, à peine moins mauvais que les pays de l'Europe du sud. Cette incapacité à donner aux jeunes la formation de base permettant de s'insérer dans la vie professionnelle, puis de s'adapter aux mutations du marché du travail, explique la coexistence d'un taux de chômage élevé et de pénurie de main d'œuvre que connaît la France. Les efforts enfin entrepris ne donneront malheureusement plein effet que dans une dizaine d'année. Jusque là, les carences du système d'éducation français saboteront l'atout que représentait sa vitalité démographique.

Handicap supplémentaire pour la France, les prétentions élitistes de son système éducatif public entraînent un décrochage massif ; et son ignorance de la réalité des entreprises et des opportunités de la mondialisation ne prépare guère à accepter un emploi dans l'économie marchande privée.



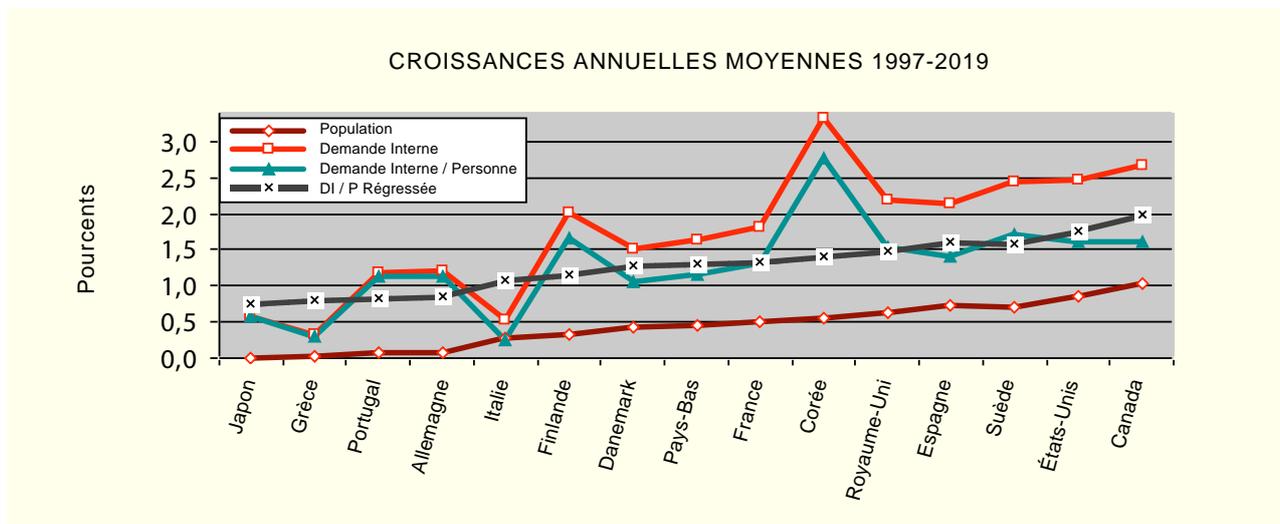
Et les récents efforts pour redresser cette contre-performance désolante, comme le dédoublement des classes, l'aide aux « décrocheurs » ne porteront pleinement leurs fruits que dans dix à quinze ans. La seule lueur d'espoir à court terme est le brillant décollage du « Compte Personnel de Formation ». Il faudra toutefois surveiller que des escrocs ne proposent pas n'importe quoi à ceux qui ont le plus besoin d'une remise à niveau.

## DE LA DÉMOGRAPHIE À LA CROISSANCE

La demande interne est le principal moteur de la croissance d'une économie, du moins quand elle n'est pas satisfaite par une envolée des importations et une dégradation de la balance commerciale.

Une approche démographique consiste à diviser la croissance annuelle moyenne de la demande interne par la croissance moyenne de la population, pour mesurer « l'intensité de la stimulation démographique », qui n'est autre qu'une approche élargie de la productivité. Puis de ranger, par ordre de croissance de leur population, les quinze pays développés analysés. On met ainsi en évidence ce que je propose d'appeler, clin d'œil à Keynes, le « Multiplicateur Démographique ». On constate que, pour douze pays sur quinze, la stimulation démographique observée est très proche de la valeur estimée par la droite de régression. Cette

dernière est donc une tendance lourde très significative. Une démographie dynamique génère une accélération de la croissance de la demande interne qui, si elle n'est pas satisfaite par une envolée des importations, entraîne une accélération de la création de richesse.



### STRUCTURE DE L'EMPLOI

Le ratio emplois publics / emplois marchands est la généralisation de celui que les entreprises exposées à la concurrence appellent main d'œuvre indirecte / main d'œuvre directe, et surveillent comme le lait sur le feu.

De 1981 à 1999, la France a donné la priorité aux services publics pour la création d'emplois. Ils sont restés autour de 35 % des emplois marchands jusqu'en 2016, niveau qu'a franchi à la baisse la Suède dès 2007, et dont le Danemark se rapproche. Dans une autre planète, celle des pays soucieux de leur compétitivité internationale, Allemagne et États-Unis sont descendus autour de 13 %.

